

Viktor Orban reste inflexible

■ Les eurodéputés se prononcent ce mercredi sur l'état de droit en Hongrie.

■ Les positions de Viktor Orban mettent le Parti populaire européen, dont il est membre, dans une situation délicate.

Véronique Leblanc
Correspondante à Strasbourg

Raide et fermé, Viktor Orban est arrivé en retard au débat qui l'a confronté aux députés européens mardi après-midi à Strasbourg. Manière d'exprimer dans son attitude un dédain qu'il confirmera quelques minutes plus tard : *"Je sais que vous vous êtes déjà fait une opinion et que mon intervention n'y changera rien."* Pour le Premier ministre hongrois, cela ne fait donc pas un pli: les eurodéputés adopteront mercredi une résolution demandant l'activation de l'article 7 du traité sur l'Union européenne, une procédure qui constate *"le risque de violation grave des valeurs de l'Union"* et peut conduire à terme à la suspension du droit de vote de la Hongrie.

L'affaire n'a rien d'anecdotique. Régulièrement qualifié d'*"arme nucléaire"*, l'article 7 n'a jusqu'à présent été utilisé qu'à l'encontre de la Pologne, en décembre dernier et à l'initiative de la Commission européenne. C'est la première fois que le Parlement européen s'en saisit.

Une manœuvre contre le peuple hongrois

D'emblée, M. Orban a contre-attaqué en dénonçant une *"chasse aux sorcières"* menée *"non pas contre un gouvernement mais contre le peuple hongrois"* par *"ceux qui n'ont jamais dû se battre pour la liberté contre le communisme"*. *"Vous souhaitez exclure un peuple des décisions européennes, a-t-il lancé. Et cela parce que la Hongrie ne veut pas être un pays d'immigration."* Rappelant que son parti, le Fidesz, est celui *"qui réussit le mieux au niveau européen"* – une pique à l'égard du groupe du Parti populaire européen dont le Fidesz est membre –, M. Orban a averti l'hémicycle: *"La Hongrie ne cédera pas au chantage. Elle défendra ses frontières et ses droits. Contre vous s'il le faut."* Et *"nous sommes prêts pour les élections de mai prochain"*, a-t-il annoncé.

Pour trouver des soutiens au Premier ministre hongrois, il fallait chercher du côté de la droite eurosceptique et europhobe de l'Assemblée. *"Vous êtes un vrai défenseur de notre civilisation, contre le communisme hier, contre le mon-*

"Laissez-vous un gouvernement bafouer sans conséquences les valeurs sur lesquelles cette Union s'est construite? Ou ferez-vous en sorte que les valeurs de cette Union soient plus que de simples mots écrits sur un bout de papier?"

Judith Sargentini

L'eurodéputée des Verts s'est adressée à ses collègues la veille du vote sur la Hongrie.

dialisme aujourd'hui", s'est réjoui le Français Nicolas Bay, après que le Britannique Nigel Farage eut loué *"un leader européen prêt à défendre sa nation et son peuple face au harcèlement"*.

Des membres du parti Droit et Justice polonais (PiS) ont apporté leur soutien à Viktor Orban ainsi que, bien évidemment, les eurodéputés hongrois issus du Fidesz avec, parmi eux, Livia Jakova, vice-présidente du Parlement européen. D'origine rom, elle a défendu le soutien du parti d'Orban à sa communauté.

"Ne pas perdre le nord"

Face à Orban, le front s'avère cependant plus que significatif. Manfred Weber lui a clairement fait entendre que le soutien du PPE (lire ci-contre) était loin de lui être acquis et des membres du groupe, tels que la Suédoise Anna Maria

Corazza Bildt, l'ont averti: *"Le PPE ne perdra pas le nord et ne reniera pas son identité. La démocratie, c'est plus que remporter les élections."*

Le socialiste Udo Bullmann, à l'instar d'autres membres du Parlement européen, s'est fermement opposé à l'argument clé d'Orban. *"Nous n'attaquons en rien les Hongrois, a-t-il dit, nous nous en prenons aux violations constantes des droits des Hongrois et des Hongroises car nous estimons que la liberté de la presse et la liberté d'expression ne peuvent plus être bafouées dans ce pays."*

Un vote crucial ce mercredi

Côté libéral, Guy Verhofstadt, a enjoint au PPE d'expulser Viktor Orban. Même ton chez Philippe Lamberts, coprésident des Verts, qui l'a appelé à ne pas laisser le *"mouton noir du Fidesz"* fixer le cap du groupe.

Prévu pour mercredi midi, le vote du rapport de la Néerlandaise Judith Sargentini qui appelle à l'activation de l'article 7 devra rassembler une majorité des deux tiers de l'hémicycle. Le scénario n'est pas impossible, même si des logiques nationales pousseront les pays de l'Est à refuser un mécanisme qui leur semble dirigé contre eux. M. Orban, en tout cas, semble d'ores et déjà convaincu d'avoir perdu la partie.

Le Premier ministre hongrois a été soutenu par la droite eurosceptique et europhobe de l'Assemblée.

Le malaise règne au sein de la famille européenne du Hongrois

Les dés sont jetés. Après l'âpre débat qui s'est tenu mardi sur l'état de droit en Hongrie, les eurodéputés sont confrontés ce mercredi à un choix crucial pour l'avenir de l'Union européenne: exiger ou pas une sévère sanction des dérivés du chantre de l'illibéralisme, le Hongrois Viktor Orban. Ce choix s'apparente à un dilemme cornélien pour le groupe du Parti populaire européen (PPE), qui rassemble une bonne partie des droites de l'Union, dont le Fidesz de Viktor Orban. Les membres de la plus grande famille du Parlement européen tourneront-ils le dos à l'un des leurs, au risque d'apparaître divisés à l'aube d'élections européennes qui s'annoncent cruelles pour les partis traditionnels, ou privilégieront-ils l'unité, dans un réflexe de survie politique?

"Je voterai oui" à l'activation de l'article 7 du traité sur l'UE contre la Hongrie, a finalement déclaré mardi soir l'Allemand Manfred Weber, chef de file du PPE, n'ayant d'autre choix que d'acter le "manque de volonté" de Viktor Orban "d'atteindre un quelconque compromis". Les membres du groupe sont néanmoins libres de faire leur propre choix.

Tous les yeux sont donc rivés sur le PPE, qui compte 218 des 750 eurodéputés. Car le Parlement européen peut, moyennant une majorité des deux tiers des suffrages, demander aux vingt-huit États membres d'envisager l'activation de l'article 7, une procédure pouvant mener à des sanctions contre Budapest.

Le PPE au cœur des plaidoyers

Le socialiste Udo Bullman a de ce fait

adressé ce mardi son plaidoyer aux membres du PPE, leur enjoignant de prendre "le parti de l'UE et non du système corrompu de Viktor Orban". Même son de cloche du côté du libéral Guy Verhofstadt (ALDE). "Manfred, nous vivons une bataille existentielle pour la survie du projet européen", a lancé le Belge, pestant contre le flirt de Viktor Orban avec le chef de l'extrême droite italienne Matteo Salvini.

Manfred Weber a eu beau essayer de lancer une pierre dans le jardin des socialistes, dont les membres roumains sont loin de respecter à la lettre les principes de l'état de droit, cette fois, le PPE pourra difficilement faire profil bas et maintenir son ambiguïté à l'égard de Viktor Orban, qui joue avec les nerfs de l'UE. "Refuser de nourrir les demandeurs d'asile me semble totalement contradictoire avec le message de l'Évangile", a par exemple souligné le président des Verts, Philippe Lamberts, mettant le doigt sur la dissonance entre les valeurs chrétiennes du PPE et les agissements de Viktor Orban. Aussi, que la plus

grande force du Parlement défende un leader qui a fait de la diabolisation de "Bruxelles" son fonds de commerce politique tient de la schizophrénie.

Un malaise au sein du groupe

Le malaise a grandi ces derniers jours dans les rangs du groupe, à l'heure où ce débat jette une lumière crue sur ses contradictions et sa crise d'identité. Les Belges (CDH et CD&V), les Néerlandais, les Luxembourgeois et les Scandinaves du PPE avaient décidé bien avant M. Weber de voter en faveur de l'activation de l'article 7. Même le chancelier autrichien Sebastian Kurz avait recommandé cette prise de position, tandis que ses partenaires de coalition, le FPÖ, invitaient le Fidesz à créer un bloc d'extrême droite européen.

"Mais les délégations cruciales, comme les Français, les Espagnols, les Italiens et les Allemands, n'ont pas pris une décision", observait M^{me} Sargentini la semaine dernière. Ce mardi, les Italiens de Forza Italia et les Espagnols du Parti populaire semblaient encore rechigner à l'idée de sanctionner Viktor Orban.

Par contre, une majorité des députés d'outre-Rhin se montraient prêts à taper sur les doigts du trouble-fête européen. "L'UE est fondée sur la liberté, la démocratie, l'égalité, l'état de droit, le respect des droits de l'homme et une société civile libre. Le PPE ne fera pas de compromis là-dessus, quelle que soit l'affiliation politique", déclarait à son tour le Français Joseph Daul, président du PPE. Les Républicains seraient toutefois en majorité, mais pas à l'unanimité, opposés à l'activation de l'article 7.

Ces dissensions et mises en garde augurent-elles d'une exclusion de Viktor Orban du PPE? "Dans notre parti, les opinions divergent. Mais toutes les familles ont un enfant terrible, mieux vaut le garder à l'intérieur pour le contrôler", nous a expliqué Anne Sander, répétant le leitmotiv du PPE. Cet argument, adopté notamment par les conservateurs allemands, peine toutefois à convaincre, puisque la stratégie ne porte pas ses fruits. Selon M^{me} Sargentini, "Viktor Orban fait deux pas en avant, un pas en arrière".

Force est de constater que le leader hongrois n'est pas intéressé par le compromis et les appels au calme du PPE. Au contraire, il espère y poser son empreinte. "Nous ne quitterons pas le PPE, nous allons lutter pour le réformer afin qu'il modifie son attitude pro-migratoire", a déclaré le Hongrois mardi, qui poursuivra sa bataille quoi qu'il en soit. Peut-être acceptera-t-il l'invitation du dirigeant du FPÖ de former un bloc de l'extrême droite au sein du Parlement.

Maria Udrescu